

Azerbaïdjan

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Actions des forces de sécurité et enquêtes effectives*

Inefficacité des enquêtes concernant les actions des forces de sécurité, notamment pour déterminer le degré de responsabilité des agents de l'État dans la mort d'une femme déplacée au cours d'une opération d'expulsion ; **absence d'actions de la part des autorités policières et des procureurs pour élucider un meurtre.**

Groupe Mikayil Mammadov
 (4762/05)

Arrêt définitif le 17/03/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

Mauvais traitements et/ou torture infligés au cours d'arrestations et de gardes à vue et inefficacité des enquêtes sur des allégations de mauvais traitements.

Groupe Mammadov (Jalaloglu)
 (34445/05)

Arrêt définitif le 11/04/2007

Surveillance soutenue
État d'exécution

Interventions injustifiées et disproportionnées des forces de police lors de manifestations, usage excessif de la force et mauvais traitements, notamment à l'égard de journalistes ; inefficacité des enquêtes (voir également la partie ci-dessous concernant la liberté de réunion).

Groupe Mouradova (22684/05)

Arrêt définitif le 02/07/2009

Surveillance soutenue
État d'exécution

► *Non-exécution d'une peine de prison*

Failure to continue to enforce prison sentence for crimes committed abroad after transfer to home country based on racially motivated reasons.

Makuchyan et Minasyan
 (17247/13)

Arrêt définitif le 12/10/2020

Surveillance soutenue
État d'exécution

► *Expulsion/extradition*

Évaluation insatisfaisante du risque de torture et de traitements inhumains ou dégradants dans le pays demandant l'extradition ; la décision de mise en détention est fondée sur une législation peu claire et imprévisible, sans possibilité de contrôle judiciaire.

Groupe Garayev (53688/08)

Arrêt définitif le 10/09/2010

Surveillance standard
État d'exécution

► *Légalité de la détention et questions connexes*

Arrestation et détention provisoire illégales et arbitraires.

Gafgaz Mammadov (60259/11)

Arrêt définitif le 14/03/2016

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Détention provisoire sans ordonnance judiciaire ou en l'absence de soupçons raisonnables de la commission d'une infraction, prolongation de la détention provisoire sans raisons pertinentes et suffisantes, incapacité des tribunaux nationaux à procéder à un contrôle judiciaire de la prolongation. Violation du droit à la présomption d'innocence. Violation du droit à la protection de la propriété en raison de la saisie d'actions à la banque avant le début des poursuites pénales.

Fahrad Aliyev (37138/06)
Arrêt définitif le 09/02/2011

Surveillance standard
État d'exécution

Protection contre l'abus de pouvoir

Abus de pouvoir par l'engagement arbitraire de procédures pénales impliquant le recours à l'arrestation et à la détention, notamment pour punir un opposant politique d'avoir critiqué le gouvernement et un défenseur des droits de l'homme pour ses activités dans le domaine des droits de l'homme.

Groupe Mammadli (47145/14)
Arrêt définitif le 19/07/2018

Surveillance soutenue
État d'exécution

Équité des procédures judiciaires – accusations en matière pénale

Procédures pénales inéquitables notamment :

- liens familiaux entre les juges, les autorités d'investigations et de poursuites participant au procès ;
- refus d'entendre des témoignages en la faveur de l'accusé ;
- assistance juridique ineffective et absence d'opportunités suffisantes pour préparer la défense ;
- manque de temps, d'équipements et d'accès aux dossiers pour préparer la défense ;
- impossibilité de contester la crédibilité d'importants témoins et experts ;
- manquement des tribunaux à leur obligation d'examiner les objections soulevées par la défense concernant l'authenticité des preuves produites par les procureurs et utilisées lors du procès (Notamment les allégations selon lesquelles des drogues avaient été dissimulés par la police).

Insanov (16133/08)
Arrêt définitif le 14/06/2013

Surveillance soutenue
État d'exécution

Groupe Huseyn et autres
(35485/05)
Arrêt définitif le 26/10/2011

Surveillance standard
État d'exécution

Voir également :
Layijo (22062/07)
Arrêt définitif le 10/07/2014

Jannatov (32132/07)
Arrêt définitif le 31/10/2014

(tous deux dans le Groupe
Mammadov (Jalologlu) sous
surveillance soutenue)

Double condamnation (administrative et pénale) pour une même infraction relative à la participation à une manifestation.

Groupe Huseyn et autres
(35485/05)
Arrêt définitif le 26/10/2011

Surveillance standard
État d'exécution

Équité des procédures judiciaires – droit de caractère civil

Refus injustifié des tribunaux d'entendre des détenus au cours de la procédure civile concernant leurs conditions de détention et défaut allégué de soins médicaux.

Insanov (16133/08)
Arrêt définitif le 14/06/2013

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Exécution de décisions judiciaires nationales

Non-exécution de décisions de justice définitives ordonnant la restauration du droit d'usage de terrains.

Groupe Humbatov (13652/06)
Arrêt définitif le 03/03/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

Non-exécution ou retard dans l'exécution de décisions de justice définitives ordonnant la réintégration des requérants dans leurs postes et le paiement d'indemnités.

Groupe Tarverdiyev (33343/03)
Arrêt définitif le 26/10/2007

Surveillance soutenue
État d'exécution

Respect de la vie privée - Radiation d'avocats

Radiation d'avocats en violation de leur droit au respect de la vie privée et absence de garanties procédurales adéquates dans les procédures disciplinaires engagées à leur encontre.

Groupe Namazov (74354/13)
Arrêt définitif le 30/05/2020

Surveillance soutenue
État d'exécution

Liberté d'expression - Protection des journalistes

Harcèlement d'une journaliste d'investigation par des menaces, le tournage secret et la diffusion de vidéos intimes, en violation de ses droits au respect de sa vie privée et à la liberté d'expression.

Groupe Khadija Ismayilova
(65286/13)
Arrêt définitif le 10/04/2019

Surveillance soutenue
État d'exécution

Liberté d'expression - diffamation

Condamnations injustifiées et recours à des peines de prison en tant que sanction pour diffamation, notamment à l'encontre de journalistes ; application arbitraire du droit pénal afin de limiter la liberté d'expression.

Groupe Mahmoudov et Agazade
(35877/04)
Arrêt définitif le 18/03/2009

Surveillance soutenue
État d'exécution

Liberté de réunion et d'association

Législation insatisfaisante régissant la liberté d'association faisant défaut de prévisibilité et de précision ; **ingérences arbitraires dans le droit à la liberté de réunion :**

- dispersions abusives de manifestations/réunions publiques pacifiques ;
- arrestations injustifiées et condamnations administratives des participants.

Gafgaz Mammadov (60259/11)
Arrêt définitif le 14/03/2016

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Violation du droit à la liberté d'association en raison :

- de refus illégaux des autorités d'enregistrer une organisation non gouvernementales (« les ONG »),
- de décisions disproportionnées illégales ou injustifiées des autorités de dissoudre des ONGs.

Gel illégal des comptes bancaires, imposition illégitime d'une interdiction de voyager et poursuite d'un objectif ultérieur pour ces restrictions. Absence de voies de recours pour contester l'ingérence dans le droit de propriété.

Ramazanova et autres (44363/02)
Arrêt définitif le 01/05/2007

Surveillance standard
État d'exécution

► **Droits électoraux**

Application arbitraire de la loi électorale et absence de procédures offrant des garanties adéquates contre l'arbitraire :

- rejet des plaintes concernant des irrégularités ou des violations de la loi électorale ;
- invalidation de l'inscription de candidats ;
- application erronée de la loi électorale, etc.

Groupe Namat Aliyev (18705/06)
Arrêt définitif le 08/07/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

► **Protection du droit au domicile et à la propriété - Personnes déplacées**

Impossibilité pour des personnes déplacées d'obtenir l'accès, dans le contexte du conflit du Nagorno-Karabakh, à leurs maisons, propriétés et aux tombes de leurs proches dans la zone de conflit près de Nagorno-Karabakh sur le territoire de l'Azerbaïdjan – absence de recours effectifs.

Sargsyan (40167/06)
Arrêt définitif le 16/06/2015

Surveillance soutenue
État d'exécution

Non-exécution de décisions de justices définitives ordonnant l'éviction de personnes déplacées sur le territoire national qui occupaient de manière illégale des maisons et appartements.

Groupe Mirzayev (50187/06)
Arrêt définitif le 03/03/2010

Surveillance soutenue
État d'exécution

Restrictions aux droits - Abus de pouvoir

Abus de pouvoir par l'engagement arbitraire de procédures pénales impliquant le recours à l'arrestation et à la détention, notamment pour punir un opposant politique d'avoir critiqué le gouvernement et un défenseur des droits de l'homme pour ses activités dans le domaine des droits de l'homme.

Groupe Mammadli (47145/14)
Arrêt définitif le 19/07/2018

Surveillance soutenue
État d'exécution